L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

[illegible], No 73, RUE DE CHARTRES

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 29 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

Conformément à la Charte, la Compagnie publie l'état suivant :

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868		$[illegible]
Primes d'incendie	$[illegible]	
Primes de mer	37,439 32	
Primes de rivières	14,765 15	
Moins primes remboursées	4,557 77	
Montant en réserve pour risques non expirés	89,630 42	85,109 39
Montant net des primes		205,797 17
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	36,688 15	
Pertes sur mer	36,638 46	
Pertes sur rivières	4,707 96	
	78,005 30	
Ré-assurances	11,904 94	
Dépenses, intérêt	29,262 87	
Taxe et commissions	19,285 67	
25 et 15 p% d'escompte	25,499 00	
Réservé pour pertes non réglées	10,070 06	176,081 22
Bénéfice net		29,685 95

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Billets pour actions	210,000 00
Effets	3,305 35
Dû par compagnies individuelles	29,386 77
Prêts sur garanties, sur demande	94,376 06
Prêts sur hypothèque	31,000 00
Garanties de la ville	3,400 00
Garanties des Etats-Unis	12,167 41
En caisse	44,161 00 — 398,595 27

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé :) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermentés et signés, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé :) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action soit déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
G. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Helmer,	C. T. Forster,
F. A. Lalling,	H. Zuberbier,
Thos. Scherz,	G. H. Kardenfeldt
Geo. Mesle,	Louis Schwarz,
Chas. Bondie,	G. L. L. Mayer,
L. F. Beile,	H. Blasco,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Koenig,	J. A. Bieller,
Chas. Lodiker,	X. Weissenbach,
Julius Hoerner,	A. Marks,
F. Frob,	J. J. Weckerling,
M. Ziegler,	J. F. Krantz.

12 avril—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868		$[illegible]
Savoir :		
Primes d'incendie	$336,272 57	
Primes de mer	108,135 70	
Primes de rivières	105,097 15	
		549,505 42
En moins :		
Primes remboursées	$ 5,889 75	
Primes non expirées	40,145 00	46,034 75
Montant net des primes		$502,515 67
Pertes payées :		
Pertes par l'incendie	$ 62,897 36	
Pertes sur mer	184,272 70	
Pertes sur les rivières	94,822 08	
	$342,082 14	
Escompte au lieu de scrip	34,348 05	
Taxes et Revenu intérieur	24,741 30	
Dépenses, loyer, etc, compte d'escompte	32,910 86	
Six pour cent d'intérêt sur le scrip non payé jusqu'au 1er mars 1868	57,777 00	$491,210 76
Réservé pour pertes non réglées		$ 11,277 00

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finance de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après amples déductions, être équivalent à un capital comptant de $630,000, savoir :

Placé en propriétés foncières	$45,396 11
Hypothèques sur propriétés foncières	79,912 90
Placé en bons de la ville et autres bons	82,230 00
Placé en actions de banques et autres actions	126,565 00
Placé en scrip de Compagnies d'assurance	165,262 00
Prêts garantis	16,290 00
Effets à recevoir	37,366 00
Primes en voie de perception	27,362 71
En caisse	111,613 [illegible]
	$777,880 11

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé pardevant moi, ce 22 mars 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

— Directeurs —

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carrière,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
B. Bragier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John S. Wallis,
George W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Fothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	R. Piaggio,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Weisbaker,	Rudolph Sieg.
H. Givan.	

24 mars—1m

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, Nlle-Orléans, 23 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL
De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir :

Sur les risques d'incendie	$166,071 55	
Sur les risques de mer	65,930 94	
Sur les risques de rivières	88,962 34	
	$317,804 71	
Plus, les risques non expirés pour 1866		$364,589 71
En moins, les risques non expirés pour 1867	$ 60,418 00	
Primes remboursées pour 1867	2,596 94	$ 63,014 94
Montant net des primes le 31 déc. 1867		$321,575 77
Pertes payées dans la même période		
Sur les risques d'incendie	$32,051 12	
Sur les risques de mer	38,641 76	
Sur les risques de rivières	35,022 94	
		$105,715 82
Plus, réassurances	$ 2,[illegible] 75	
Escompte sur primes	46,[illegible] 67	
		50,274 62
Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins		71,829 21
Réservé pour paiement d'intérêt sur scrip dû en 1866 y compris les balances		36,213 19
		$264,513 44
Bénéfice net		$ 37,161 82

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à $80 a	$167,200 00
Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c	86,800 00
Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c	71,400 00
Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer Pontchartrain, évalués à 70 c	17,500 00
Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 80 c	3,000 00
Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 80 c	3,600 00
Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c	4,500 00
Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc	163,455 00
Prêts sur garantie	25,000 00
Prêts sur hypothèque	52,000 00
Effets à recevoir	11,306 30
Primes dues et en voie de la perception	47,153 63
Scrips d'autres Compagnies d'assurances	12,480 00
Monnaie n'ayant pas cours	4,000 00
Coupons de la ville, dûs et non recouvrés	13,900 00
En caisse	84,974 41
	$767,768 51

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé par devant moi, ce 23 janvier 1868.
PARIS CHILDRESS,
Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés, et ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS :

Jno. G. Gaines,	R. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
R. Sieoon,	J. S. Bros,
J. C. Borell,	Thos. Sloo,
Thos. A. James	25 janv—1m

Compagnie d'assurance du Commerce.

SECOND ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, cette Compagnie publie l'état suivant de ses affaires :

Montant des primes de l'année expirée le 3 mars 1868		
Primes d'incendie	$[illegible] 44	
Primes de rivières	79,[illegible]	
Primes de mer	29,[illegible] 00	
		$161,062 79
Pertes payées :		
Pertes par incendie	$13,[illegible] 30	
Pertes sur les rivières	64,[illegible] 36	
Pertes sur mer	24,[illegible] 70	
	$102,277 42	
Escompte sur primes	20,[illegible] 37	
Taxes	4,739 01	
Réassurances	3,802 25	
Primes remboursées	430 00	
Dépenses, profits et pertes, etc, intérêts en moins	20,[illegible] 00 — $137,[illegible]	
		$ 23,[illegible]
L'actif en caisse	$22,[illegible] 11	
Effets à recevoir	4,[illegible]	
Meubles	4,[illegible]	
Primes dues	24,[illegible]	
Billets pour actions	104,[illegible] 00	
		$[illegible] 44

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

[illegible]

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

Primes de l'année expirée le 31 décembre 1867 :		
Sur les risques d'incendie	$319,916 16	
Sur les risques de mer	68,409 44	
Sur les risques des rivières	22,799 31	
Total des primes		$411,305 41
En moins : Primes non expirées le 31 décembre 1867	$115,862 00	
Primes remboursées	4,115 41	
		119,977 41
Montant net des primes		$291,328 00
Pertes : Sur les risques d'incendie	$46,700 02	
Sur les risques de mer	61,480 18	
Sur les risques des rivières	18,609 44	
	$126,489 22	
Taxes	11,393 56	
Ré-assurances	5,274 31	
Dépenses, moins le compte d'intérêt	19,180 66	
Intérêts sur scrips	34,382 00	
		$194,672 84
Bénéfices		$97,[illegible] 16

L'actif de la Compagnie est comme suit :

Effets à recevoir pour primes	$8,734 21
Billets garantis et billets hypothécaires	219,307 00
Dû pour primes en voie de perception	50,228 1
Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville	183,348 44
Scrips des différentes Compagnies d'Assurance	26,136 00
En caisse	65,777 00
	$553,[illegible] 94
Moins : Dépréciation des susdits	42,[illegible] 20
Montant net	$[illegible]
Moins : Intérêts de scrips non réclamés	7,499 70
Intérêts payables sur scrips non encore payés	26,[illegible] 00 — 34,297 70
	$[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.
Assermentés et signé pardevant moi le 11 janvier 1868.
PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.
[illegible]

CHARTE. CHARTE.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que ce 31e jour de janvier mil huit cent soixante huit et la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant nous, EDWARD IVY, notaire public, dans et pour la Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et ayant qualité, en présence des témoins ci-après nommés et dont les signatures sont ci-dessous apposées, se sont présentées les personnes ci-après nommées, et qui ont signées ci-dessous, lesquelles ont déclaré que, profitant des lois de la Louisiane relativement aux corporations dans cet Etat, elles sont convenues de se former et de former ceux qu'ils représentent en une corporation dans le but et sous les règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être en cet, par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille ($300,000) piastres représentées par trois mille actions de cent piastres. Il devra être payé cinq pour cent sur chaque souscription, à la signature de ces articles; le reste sera payé à l'époque et en tels montants et versements qu'ordonnera la Direction, pourvu qu'il ne soit pas exigé plus de dix (10) pour cent de la dite souscription et que l'appel de fonds ne soit pas fait plus souvent qu'il ne faut que les trente jours. Si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer ses paiements ponctuellement à échéance, il pourra être ajouté à la somme due un intérêt de huit pour cent l'an, de l'échéance à parfait paiement ; et si un souscripteur refusait ou négligeait d'effectuer soit un des versements pendant les trente jours qui suivront l'époque fixée pour le paiement, les Directeurs se réserveront le droit de vendre, à l'enchère publique ou autrement, après dix jours d'avis les actions du souscripteur ou les actions auxquelles le montant est dû.

ARTICLE V.

La dite corporation, [illegible] les présentes, toutes les obligations de F. Mouney et Co, principaux, et Geo. W. Hynson, D. B. Macarty, L. E. Lemarié et B. Saloy, au lieu dans le contrat de l'achat du droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal Dauphine, Dumaine et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans, d'après l'acte passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Hon. C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 19 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après le temps et de la manière indiqués dans les dits actes notariés ; de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer ses opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qu'on composera d'un char dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés ; le capital pourra être porté à une somme quelconque à l'exception qu'un cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. Toutes les augmentations au capital-actions seront dûment autorisées. Il en sera donné avis, pendant soixante jours, dans deux journaux publiés dans la Nouvelle-Orléans, et les actionnaires actuellement auront le droit de prendre des actions additionnelles en proportion du montant de leurs actions. Toutes les actions qui ne seront pas ainsi prises, à l'expiration de cet avis pourront être vendues par les Directeurs au profit de la société, mais ces actions ne devront pas être vendues au-dessous du pair.

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être conférés à un Bureau de Direction composé de sept personnes qui devront posséder, en leur nom, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants : George W. Hynson, D. B. Macarty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mouney, George Clark et Felix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par ceux qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869, et tous les ans après cette époque, une élection sera faite par les actionnaires, au bureau de la corporation, et il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur laquelle le vote est donné) suffira à élire les Directeurs qui, à leur première séance, éliront entre eux leur Président de la Société. Ce Président devra être élu par une majorité de toute la Direction, et sera le seul qui devra être revêtu des pouvoirs et qualités sous le nom de Président pour [illegible]. Il sera du devoir du Président de présider toutes les réunions de la Direction, et en son absence ou s'il était incapable de remplir ses devoirs, les Directeurs devront élire l'un d'eux Président pro tempore. Ce Président devra signer tous les contrats et les obligations de la Compagnie. Toutes les élections seront faites devant trois [illegible] et commissaires, ou de deux inspecteurs nommés par les Directeurs à au moins avant une élection quelconque.

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, et une décision de la majorité sera un acte valide de corporation. Les Directeurs auront plein pouvoir d'acheter et de vendre et fixer, par les présentes, autorisés à acheter et à vendre les propriétés foncières, et autres propriétés dont la Compagnie pourrait avoir besoin.

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer son remplaçant, pourvu que ce dernier ait, en son nom propre, au moins vingt cinq actions de la Compagnie ; pourvu, en outre, que le dit remplaçant soit élu par les Directeurs.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis, agent et pourront les destituer à leur gré. Ils fixeront les salaires de tous les officiers de la Corporation et le montant des cautionnements à exiger des dits officiers et agents. Ils pourront déléguer à des comités formés de membres de la Direction en à leurs officiers ou agents, les pouvoirs qu'ils jugeront convenables pour les affaires ordinaires de la compagnie ; désigner des agents dans les limites et hors des limites de l'Etat, aux conditions qu'ils jugeront convenables. Ils auront le pouvoir de faire des règlements et les amender toutes les fois que les intérêts de la Compagnie l'exigeront. Ils auront le pouvoir de remplir les vacances qui pourraient survenir dans la Direction. Ces vacances pourraient être déclarées pour cause de mort, démission, manque du nombre d'actions voulu, faillite ou absence sans permission pendant plus de trois mois, successivement.

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions de règlements. Tous les transferts d'actions devront être faits sur les livres et signés par l'actionnaire ou son avocat. Les Directeurs pourront fermer les dits livres aussi souvent que cela sera convenable ou nécessaire, mais pendant dix jours au plus, chaque fois. Si un souscripteur devrait transférer aucune des actions avant parfait paiement, il devra lui être permis de le faire par un substitut de la souscription de l'acheteur, pourvu que le substitut satisfasse les Directeurs.

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société, mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être donné avis de cette élection immédiatement, ainsi qu'il est dit dans l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts, aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chaque de ses actions, pourvu qu'aucun actionnaire ne votera en son nom, sur plus de trois cents actions et ne donnera plus de trois cents votes ; pourvu qu'il ait possédé ses actions au moins un mois avant le jour du vote.

ARTICLE XIX.

Deux associés dont la souscription est au nom de la maison de commerce dont ils sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, checks, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dette de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements quelconques de la loi en vertu de laquelle la Société est formée, ou l'adoption d'une nouvelle loi ou ordonnance quelconque de la Législature ou du Conseil de ville, mais l'acceptation de tout pouvoir ou privilège quelconque devra être décidée par un vote d'une majorité (en comptant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après soixante jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devant pas à la société ; la durée de leurs fonctions sera fixée et ils seront revêtus de tous les pouvoirs nécessaires. La période de la liquidation et leur rémunération seront fixés de la manière que les actionnaires pourront décider, par des résolutions, à une assemblée générale convoquée à cet effet.

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à cet acte sont déclarés être ainsi qu'il suit :

Félix Labatut,	Jacob Newhauser,
Arthur Déjean,	Henry Laroqué,
Alfred Rousseau,	S. et A. Soulié,
Victor Fradou,	Henry Tate,
B. M. Schmidt,	Jos. Deslan,
J. Segundo,	Pierre Abadie,
Chs. E. Schmidt,	C. de Lesseps,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mouney,	Jos. Hernandez,
H. St. Armant,	A. L. St. Cyr,
L. E. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
B. Saloy,	D. B. Macarty.
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé :

G. A. Kemper, Edward Ivy,
F. McC. Swain, Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY,
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, [illegible], certifie que la susdite Charte a été inscrite en [illegible], Livre [illegible], folios [illegible].

A. DUCATEL Jr,
Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

[illegible]

Qu'il soit connu que ce [illegible] jour de mars de l'année mil huit cent soixante-huit, pardevant moi, Edward T. Dufour, notaire public, dans et pour la ville de la Nlle-Orléans, Paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment qualifié, dûment commissionné, en présence des témoins ci-après nommés, ont comparu les personnes [illegible] qualités et les lois de l'Etat de la Louisiane relativement à l'organisation de corporations, ont [illegible], elles sont convenues, et par les présentes s'engagent et engagent ceux qu'elles représentent à former une corporation dans les buts, sous les stipulations et règles qui suivent :

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite corporation sont : Louisiana Equitable Life Insurance Company.

Le domicile en est, par les présentes, établi dans la ville de la Nlle-Orléans. La corporation commencera ses opérations dès que les souscriptions s'élèveront à cent mille piastres. Elle existera pendant vingt-cinq ans à partir de la présente date ou aussi longtemps que la loi le permettra. Elle pourra poursuivre en justice ; elle pourra être poursuivie en justice ; elle pourra posséder, recevoir, acheter et aliéner de biens-meubles et immeubles, de faire et employer un sceau commun ayant pour devise un Pélican nourrissant ses petits ; de nommer les directeurs et les officiers qu'elle jugera convenable pour ses intérêts exigerait ; d'établir des règlements pour la direction de ses affaires en qualité de corporation.

ARTICLE DEUXIEME.

Le but de la Compagnie est de faire toute espèce de contrats pour assurer la vie ; d'exécuter et émettre toute espèce de polices d'assurance pour assurer la vie humaine ; de faire tout ce qui se rattache à ce genre d'assurance. La dite Compagnie peut se faire réassurer contre toutes polices en risque et, acheter à son profit, de temps en temps, des polices quelconques ou autres obligations émises ou qui peuvent être émises par la dite corporation. Toutes les assignations, avis, ou autres procédures légales dans lesquelles la Compagnie pourrait être intéressée devront être remises au Président qui est nommé de la manière indiquée plus bas.

ARTICLE TROISIEME

Le capital de la dite Compagnie devra être de cinq cent mille piastres ($500,000) divisé en cinq mille actions de cent piastres ($100) qui devront être payées à l'époque et de la manière suivante :

Les souscripteurs de la dite Compagnie devront verser entre les mains du Président, dès l'organisation, la somme de dix piastres sur chaque action. Les autres quatre-vingt-dix piastres devront être payées sur demande, au bureau de la Compagnie, après quinze jours d'avis. La dite demande ne pourra être faite qu'autant que les pertes de la Compagnie excéderaient le montant qu'il y aurait en caisse pour y faire face. Le capital de cinq cent mille piastres pourra, par un vote des deux tiers des actionnaires, être porté à une somme qui ne devra pas excéder cinq millions de piastres.

ARTICLE QUATRIEME.

Tous les pouvoirs de corporation de la Compagnie devront être exercés par un Bureau de quinze Directeurs dont cinq formeront un quorum.

Les actionnaires dont les noms suivent sont, par les présentes, constitués le premier Bureau de Directeurs et revêtus de tous les droits et pouvoirs qui sont ici spécifiés.

John Pemberton,	W. S. Pike,	Edward Rigney,
E. A. Tylor,	J. W. Stone,	W. B. Schmidt,
C. H. Slocomb,	A. Thompson,	Alexander Marks,
F. Del Bondio,	Philip Mayer,	C. E. Girardey,
George A. Fosdick,	Marshall J. Smith,	Edward Barnett.

Les Directeurs, devront, à leur première réunion de chaque année, choisir un des leurs Président de la Compagnie. Ce Président devra, ex-officio, être membre de la Direction ; il devra présider toutes les réunions de la Direction, signer toutes les polices et signer toutes les affaires de la Compagnie sous la surveillance et le contrôle des Directeurs.

Afin que le terme de service de tous les Directeurs n'expire qu'à la fin de chaque année, les Directeurs, par un tirage au sort, devront être partagés en trois classes ayant un nombre égal de Directeurs ; ils seront désignés par les noms de première classe, deuxième classe et troisième classe dont les termes expireront comme suit : celui de la première classe au bout d'un an, celui de la deuxième classe au bout de deux ans et celui de la troisième classe au bout de trois ans. Le troisième lundi d'avril de chaque année, il devra y avoir au Bureau de la Compagnie, dans la ville de la Nlle-Orléans, aux heures qu'indiqueront les Directeurs, une élection de Directeurs en remplacement de ceux dont le terme est expiré. Il devra être donné avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans cette ville et il sera du devoir des Directeurs, à une réunion qui précédera la dite élection, de désigner trois personnes compétentes (elles ne devront pas faire partie de la Direction) qui surveilleront la dite élection et en transmettront le résultat aux Directeurs, et il l'une des personnes ainsi nommées refuse ou néglige de se rendre à son poste, le Président aura le pouvoir d'en nommer d'autres afin de remplir les vacances. Rien de ce qui est contenu au présent acte ne doit être interprété comme rendant aucun Directeur incapable d'être réélu aux dites fonctions de Directeur.

Ceux qui recevront une pluralité des voix données seront considérés comme dûment élus, et prendront leurs sièges le premier lundi de mai suivant l'élection, et rempliront leurs fonctions jusqu'à ce que d'autres soient élus à leur place. Au cas où l'élection n'aurait pas lieu au jour dit, le Président fixera une élection à dix jours après, et en donnera avis par une annonce dans deux journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et il prendra la même mesure, si cela est nécessaire jusqu'à ce que l'élection ait eu lieu.

Tout actionnaire aura le droit, en personne ou par procuration, à un vote par chaque action qu'il ou qu'elle possédera, pourvu qu'aucune corporation n'ait droit à plus de cinquante voix, et ne puisse voter en vertu d'aucune action à elle ou à eux transférée dans les quatre-vingt-dix jours précédent la dite élection.

ARTICLE CINQUIEME.

Nul ne pourra être directeur de la dite Compagnie, si, à l'époque de son élection et pendant la durée de ses fonctions, il ne possède pas en son nom ou en celui de la maison de commerce à laquelle il pourra appartenir, dix actions du stock actuel de la dite Compagnie, et s'il n'est possesseur d'une assurance soit sur la vie soit sur celle d'une autre personne à son profit, assurance s'élevant au moins à cinq mille piastres.

ARTICLE SIXIEME.

Le Bureau de Directeurs fixera le montant des appointements de tous les officiers, commis et employés de la Compagnie ; à certaines époques, il investira les profits et les gains de la Compagnie comme il est dit plus loin ; il fera et amendera des règlements, des statuts pour la meilleure administration de la Compagnie et la conduite de ses affaires, et pourra les modifier à son gré, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les lois de l'Etat ou avec l'objet et le but de cet acte. Il aura aussi pleine autorité pour faire tous les actes, non indiqués ici, qui pourraient être nécessaires pour donner plein effet à l'objet de la Compagnie ; et il aura aussi le pouvoir de remplir toutes les vacances qui pourront survenir dans le sein de la Direction ou dans le Présidence.

ARTICLE SEPTIEME.

Le Bureau de Directeurs aura droit à telles époques qu'il jugera convenables, de placer les fonds et le capital de la Compagnie en bons et hypothèques sur propriétés immobilières ou en prêts ; en bons du gouvernement dans cette ville, Etat ou des Etats-Unis, ou des autres bons ou effets négociables ou garanties que pourra posséder la Compagnie ; ainsi que les fonds ou valeurs qui seront entre les mains de la dite Compagnie et de vendre ou disposer de tous ou de partie des dits effets, placements ou garanties, comme le Bureau de Directeurs le jugera convenable, et de placer les produits de ces fonds comme aussi on pourra prêter ou donner en nantissement les actions de la dite Compagnie. Il aura le pouvoir d'acheter, de garder et de vendre toutes propriétés immobilières et de recevoir en paiement de dettes antérieures ; la dite Compagnie pourra ou pourra recevoir des biens en garanties ; elle pourra aussi accepter des propriétés immobilières, de manière à protéger ses intérêts [illegible] et de disposer de toutes les propriétés immobilières ou mobilières d'après le gré de la Compagnie et à son plus grand avantage et par l'établissement des bureaux.

ARTICLE HUITIEME.

Aucune action ne sera considérée comme transférée, à moins que le transfert n'ait été passé aux livres de la Compagnie ; et la dite Compagnie aura le droit de transférer à ce que l'actionnaire ne soit pas reconnu exister pour la Compagnie.

Et le dit Bureau de Directeurs aura toujours le droit d'exiger des actionnaires des bons ou garanties additionnelles, toutes les fois qu'il jugera insuffisantes les garanties offertes en paiement de souscription.

Les actionnaires ne seront point responsables des pertes ou dommages éprouvés par la dite Compagnie au-delà du montant des actions possédées par chacun d'eux respectivement.

ARTICLE NEUVIEME.

Au mois d'avril de chaque année, le Président et les Directeurs de la Compagnie feront un compte rendu des [illegible] de la Compagnie auquel appartiendront les profits et pertes de la Compagnie durant l'année et le bilan de la Compagnie en espèces ; et les actionnaires ont le droit d'examiner les papiers de la Compagnie, jusqu'à l'examen de ce bilan. Il sera fait le paiement de ce compte-rendu que les profits de la dite Compagnie au montant de ce qui restera et dépensés de plus de 10 pour cent, du capital social, ce surplus sera à la disposition des Directeurs ; aucun prime de retour ne sera accordée ; mais il ne sera fait, de temps en temps, tous les dividendes qu'aux actionnaires de la dite Compagnie. [illegible]

ARTICLE DIXIEME.

Aucune police d'Assurance émise par cette Compagnie au profit, au bénéfice ou à l'avantage de la femme, ou à la veuve, des enfants, du père, de la mère, ou de tout individu quelconque, ne pourra être considérée comme répondant d'aucune dette, d'aucun contrat ou engagement de la personne dont la vie aura été assurée, et toutes sommes qui auront été données ainsi en garantie, au cas où la personne dont la vie aurait été assurée, viendrait à mourir, sera payée à la personne ou aux personnes au profit desquelles l'assurance avait été faite pour être par elles reçue libre et franche de toutes dette, obligation et engagement antérieurement contractés par le défunt, sauf celles envers la Compagnie.

ARTICLE ONZIEME.

A l'époque de la dissolution de la Charte de la Compagnie, ou auparavant, s'il en est ainsi ordonné par le vote des actionnaires, ainsi qu'il sera prescrit ci-après, la liquidation des affaires de la Compagnie aura lieu ; ses dettes seront payées par les soins et sous la direction de trois commissaires nommés par le Bureau de Directeurs ; les dits commissaires devront rester en fonction jusqu'à la liquidation finale des affaires de la Compagnie.

ARTICLE DOUZIEME.

Cet acte d'incorporation peut être modifié, altéré ou amendé, ou la dite Compagnie peut être déclarée dissoute à une assemblée générale des actionnaires tenue à cet effet après trente jours d'avis en anglais et en français, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et ainsi qu'il y est pourvu par le présent acte, et par le vote des trois quarts des actions représentées à cette assemblée ; et les dites modifications, altérations, les dits amendements, ou la dite dissolution seront enregistrés et publiés conformément aux lois existantes.

Total du stock souscrit 3047 actions à cent piastres chacune, s'élevant à $304,700.

Ainsi fait et passé en la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, au mois et en l'année inscrits plus haut, et en présence de MM. William S. Barnett et Adolphe E. Lenes, témoins compétents, qui signent leurs noms avec les dites parties et moi notaire.

Original signé : JOHN PEMBERTON, W. S. PIKE, EDWARD BARNETT et autres ;
A. E. LENES, W. S. BARNETT.
M. T. DUCROS, notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'acte original déposé en mon étude.

Nouvelle-Orléans, 25 mars 1868.

M. T. DUCROS, notaire public,
18, rue Royale, 18

ril—10f

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, commissionné et assermenté dans et pour la susdite ville et la susdite paroisse demeurant, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, se sont présentées des personnes dont les noms sont ci-dessous indiqués, lesquelles personnes ont déclaré qu'eux ou ceux qu'ils représentent sont actionnaires de la Banque de la Nouvelle-Orléans, corporation établie en vertu des lois de l'Etat et située dans cette ville et [illegible], la dite banque, figurant au Registre des [illegible] respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte ou acte d'incorporation de ladite banque, un rapport de Wm Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 14 mai 1858, la direction de ladite banque propose une modification, ou changement ou amendement aux articles de société, et, à cet effet, à l'unanimité, à une réunion qui a eu lieu le troisième jour de février mil huit cent soixante-huit, une résolution dont copie est ci-annexée et qui est conçue comme suit : "Il est résolu que le rapport du comité soit adopté et que l'avis des affaires de la situation soit publié dans le Times, le Crescent et l'Abeille ; que les actionnaires soient requis de se présenter au local de la banque, le samedi, septième jour de mars prochain, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, pour voter sur la question de savoir s'il serait convenable de réduire de nouveau le capital de la banque, actuellement d'un million de piastres ($1,000,000) à six cent mille piastres ($600,000) de va leur réelle."

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis qu'exige la loi ; qu'à la dite assemblée générale ceux, les dits apparents, représentant et possédant toutes mille quatre cent vingt-deux actions (plus des deux tiers du total qui est de vingt mille actions) de la dite banque, votèrent et approuvèrent la dite résolution, consentant à la réduction du capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans à six cent mille piastres et autorisant la Direction à prendre et prendre les mesures nécessaires pour mettre la dite résolution à exécution, la faire enregistrer et publier conformément à la loi et pour substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres.

En conséquence, les dits apparents, pour eux-mêmes, au nom de ceux qu'ils représentent et pour ceux qui sont ou qui pourraient plus tard devenir associés, consentent, par les présentes, à ce que le capital de la dite banque de la Nouvelle-Orléans soit réduit à six cent mille piastres (total qu'il est ci-dessus), représentées par vingt mille actions de trente piastres chacune. A cet effet, le Président et la Direction sont autorisés à substituer des certificats d'actions de trente piastres aux anciens certificats de cinquante piastres. Les articles de Société sont, par les présentes, modifiés, changés et amendés conformément à ce qui précède.

Et les dits apparents, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, devenant actionnaires de la dite banque ou conservant pour le nombre d'actions (de trente piastres) inscrit en regard de leurs noms respectifs.

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot Jr. et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les apparents et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions.		Actions.
P Saulnier	43	P E Bernard	100
Delvaille & Joubert	390	U Marinoni	50
O Chauveau	10	Warren, Crawford & Co	20
J V Albin	340	G F Porter	10
Chas. De Ruyter	200	J M Pinter	10
H C Millaudon	150	J M Pitaigre	60
H C Millaudon, agent	300	P E Jowett	40
Edgar Pitot	50	F Gamers	46
J E Mossion	100	F Gelpi	100
E F Mioton	100	F Gelpi & Co	10
L Bessot	300	D Lamala	50
S Senat	40	A Camors	10
A Fouquet	55	T S Dugan	20
Francis J Ruty	143	E Forestier	100
J Caverney	10	J C Denis	30
S Pablo	200	S Cambon	20
E F Lavillebeuvre	30	Macary & Co	50
Thos Langridge	160	A Miltenberger & Co	100
Ant. Lanata	400	L D C Wood	60
Home Mutual Ins. Co	500	Wood & Low	50
Horrell & Gayle & Co	400	J L Storry	20
S M Harrell	10	A B James	50
J W Burbridge	51	Alfred Kearney	50
Mrs. W W Burbridge	190	Vose Bros	40
Thos. Jenny & Co	330	W G Black	20
C H Hyams	20	W A Violett	57
L E Poidlet	20	W A Violett & Co	40
Forstall & de Lassus	275	J Lorber	20
C Cavaroc	110	J U Payne	10
Irma Cavaroc	2	C Bagula	200
C Cavaroc, Jr	3	Amédé Lay	424
J Soulier	12	W N Mercer	200
L Gusol	50	B Schmidt	30
Puig Bros	300	J Crabites	30
E Cramer	181	E Marith	20
F Dupré	100	Mrs. A Bourdette	20
W G Robinson	205	Mrs. Paul Juge, Jr	180
John Pemberton	160	Aug. Bohn	100
Louisiana M. Ins. Co	295	W m Bogel	30
Raynes & Dolne	400	Chs. Leiser	35
N M Benachi	30	Leede & Co	100
M Oglesby	160	Simon & Loeb	20
Balli & Co	100	Castille & Hariope	20
Negroponte & Apelasto	45	E J Hart & Co	150
Pollard & Co	135	Albers & Rainey	30
J J Michel & Co	115	D M Bernard	100
Cie. d'Assur. Mut. du Crescent	512	Chs. Dunts	50
		E Giquel	50
		Giquel & Jamison	60

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr.
Notaire public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr.
Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau, Livre 8 No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr,
Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 18 mars 1868.
20 mars—1f par sem—4 sem

RICE BROS & CO. vs COUTROWINSKI & LEVY.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 21,387—En vertu d'un writ de fieri facias émané par l'honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je, W. Avery, ci-devant Shérif, et par lui à moi transféré, je procéderai le LUNDI, [illegible] 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Une certaine portion de terre située dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Carondelet, Melpomène, Terpsichore et Howard, désignée par le numéro trois, d'après un certain plan dressé par C. A. Hedin, architecte.

La dite portion de terre est formée du terrain désigné par le numéro trois, d'après un certain plan dressé par C. T. Dunbar, arpenteur, daté du 1er avril 1868, et déposé en l'étude de A. Mazureau, notaire public de cette ville.

Lequel portion de terre mesure trente-deux pieds de face à la rue Howard, sur quatre-vingt-seize pieds quatre pouces et deux lignes de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

20 juillet—23,31—août 8,16,23

F. A. LAMBERT vs la succession de F. E. BONFORD.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 8,427—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-deux août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Trois terrains situés dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Carondelet (autrefois Apollo), St-Charles (autrefois Naiades), Terpsichore et Melpomène, et désignés par les numéros vingt-deux, vingt-trois et vingt-quatre.

Les dits terrains ayant les dimensions suivantes, savoir :

Le No vingt-trois, mesure vingt huit pieds cinq pouces de face à la rue Carondelet, sur cent six pieds et quatre pouces de profondeur, et le No vingt-quatre, vingt-neuf pieds de face à la rue Terpsichore de cent six pieds de profondeur ;

Le No vingt-quatre mesure vingt-sept pieds quatre pouces de face à la rue Carondelet, sur cent vingt-sept pieds de profondeur ;

Le No vingt deux mesure vingt-huit pieds cinq pouces de face à la rue Carondelet, sur cent six pieds de profondeur, entre lignes parallèles, mesure américaine.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété appartient à la dite succession en vertu de l'acquisition qu'en a faite feu F. E. Bonford de Samuel Stewart, suivant acte au rapport de Théodore Guyol, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 14 juillet 1859.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

22 juillet—27,31 ; 8,16,22 août

Vente par le shérif de la paroisse d'Orléans à l'effet d'opérer un partage.

H. H. BRYAN, Juge, Admr, vs. H. S. FRORAM et alias.

(ACTION EN PARTAGE.)

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 32,254—En vertu d'un jugement rendu le 20 de juin 1868 et signé le 6 de juillet de la même année, à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, 15 août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain vacant situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Erato, Thalie, Naiades et Prytanée, désigné par le numéro cinq, d'après un plan dressé par William W. Pugh, ancien notaire, ayant le No 8, dans un plan dressé par L. Surgi, voyer, annexé à un acte passé le [illegible], dans l'étude de Hugh K. Gordon, ci-devant notaire public en cette ville.

La dite portion de terre mesure trente pieds de face à la rue Erato sur cent vingt pieds de profondeur, le tout mesure française.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram, de William W. Pugh, suivant acte au rapport de T. O. Stark, notaire public en cette ville, en date du 11 mai 1860.

2o Deux certains terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Baronne (ci-devant Bacchus), Carondelet (ci-devant Apollo), Première et Philippe, désignés par les numéros Neuf et Dix dans l'îlet numéro Cent Vingt-quatre d'après un plan dressé par L. Surgi, voyer, daté du 1er mars 1844 et déposé aux archives de Jules Mossy, notaire public en cette ville.

Les dits terrains mesurent, chacun, trente pieds de face à la rue Première, sur cent-vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles ; l'un des dits terrains formant l'angle des rues Première et Bacchus.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Cette propriété a été acquise par Nathaniel J. Pegram, de William Braun, suivant acte au rapport de William Shannon, notaire public en cette ville, en date du 11 mars 1866.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif.

7 juillet—15,24—août 1,8

CHARLES SMITH vs JOHN GAUCHE, Jr.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 20,310—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI vingt-deux août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un certain terrain vague situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de Douane, Bienville, Miro et Tonti, désigné par le numéro vingt et mesure vingt-sept pieds un pouce de face à la rue de la Douane, sur cent six pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de l'Arch. J. M. Odin, suivant acte au rapport d'Octave de Armas, notaire public en cette ville, en date du 19 avril 1866.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 juillet—21,29—7,15,22 août

HILAIRE ZENON vs CHAS. BEAUMONT alias Chas. De Bresse.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 21,636—En vertu d'un writ de fieri facias adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je, Geo. W. Avery, ci-devant shérif, et par lui à moi transféré, je procéderai le SAMEDI, quinze d'août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

DEUX CERTAINS TERRAINS, situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Loi, de l'Espérance, de la Nouvelle-Orléans et de Nouveau St-Bernard ; désignés par les numéros trois et quatre dans cet îlet numéro vingt-deux, conformément au plan dressé par J. A. D'Hémécourt, voyer, daté du 29 d'octobre 1854.

Les dits terrains sont contigus et mesurent, chacun, trente-deux pieds de face à la rue de la Nouvelle-Orléans, sur cent pieds de profondeur, et appartiennent au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Geo. Urquhart, suivant acte au rapport de Théodore Guyol, notaire public en cette ville, en date du 26 décembre 1854.

Ensemble avec tous les droits, privilèges, servitudes, &c.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

15 juillet—23,24,31—août 7,15

BERTRAND SALOY vs. BENJAMIN MOUCHON

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 16,320—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai, le SAMEDI, vingt-deux août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, désigné par le numéro deux (2), d'après un plan dressé par C. A. de Armas, arpenteur, le 9 de février 1856, et déposé en l'étude d'Ant. Doriocourt, notaire public en cette ville.

Le dit terrain se trouve dans l'îlet borné par les rues Thalie, Bacchus, Erato et Apollo, et mesure, mesure américaine, vingt-neuf pieds onze pouces trois lignes de face à la rue Thalie sur cent vingt pieds de profondeur, entre lignes parallèles.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la succession de la veuve Jean Mouchon, suivant acte au rapport de Ant. Doriocourt, en date du 5 avril 1866.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

21 juillet—21,29—août 7,15,22

Postage to Foreign Ports.

The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional ; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Not over ½ oz.	Not over ½ oz.	Newspapers
Africa, west coast, British mail	..	33	4
Argentine Republic via England	..	45	4
via France	..	30	10
Aspinwall	..	10	2
Australia, Br. M. via Southampton	..	33	6
do via Marseilles	..	39	6
by private ship from N. Y. or Boston	..	5	2
French mail (S. Austr'a comp'y)	*30	*60	..
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	..	50 102	..
Algeria, French Mail	*15	*30	3
by Brem. & Ham. mail via Trieste	..	55	..
Austria and its States, Pr. closed mail	..	*30	..
do when prepaid	..	28	..
do by Brem. or Ham. mail	..	*15	3
do do (except prov. in Italy) French mail	*21	..	..
Bahamas, by direct steamer from New York	..	5	2
Belgium, French mail	*21	*42	6
closed mail via. England	..	*27	3
open mail via. London by Am. pkt.	..	21	2
do. do. by British pkt.	..	45	4
Brazil, via. England	..	..	..
via. France, in Fr. m. from Bordeaux	*33	*66	..
By American Packet	..	10	2
Bremen, Prussian closed mail	..	*28	6
do. do. do. when prepaid	..	28	..
do. Bremen mail	..	*10	3
do. Hamburg mail	..	*15	3
do. French mail	*21	*42	..
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles	..	*10	2
do. dist. exceed 3000 miles	..	*15	2
Buenos Ayres, via England	..	45	4
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60	..
Cape of G. H., Br. m., via Southampton	..	45	4
do. do. Marseilles	..	53	8
Chili	..	34	6
China, Br'sh M. via Southampton	..	45	4
do. via Marseilles	..	53	8
do. by Br'n or Ham. m. via Trieste	..	55	..
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	73	..
French mail	30	60	..
by mail to San Fran., thence by pr. ship	..	10	2
Costa Rica	..	10	2
Cuba	..	10	2
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)	..	33	9
by Bremen or Hamburg Mail	..	20	5
French Mail	27	54	..
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.	..	5	5
Prussian closed mail, via Trieste (Eng. possess.) Fr. cl. m. via Trieste	..	36	13
by Brem. or Ham. m. via Mar's and Suez	..	40	72
by Brem. or Ham. m. via Trieste	..	64	..
French mail	30	60	..
Ecuador	..	34	6
France	*15	*30	4
Frankfort, French mail	*21	*42	..
Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
Brem. or Ham. mail	..	*15	3
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)	..	*30	6
French mail	*21	*42	..
Bremen mail	..	*15	3
(except Luxemburg) by Ham.	..	*15	3
Great Britain and Ireland	..	*24	2
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.	..	*10	3
Bremen mail	..	*15	3
Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
French mail	*21	*42	..
Hanover, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	21	*42	..
Hayti, via England	..	33	4
Hong Kong, Brit. m. via Mar's	..	53	8
do via Southampton	..	45	4
by French mail	30	60	..
by Bremen or Hamburg mail	..	55	..
Prussian closed mail	..	36	10
Indian Archipelago, French mail	30	60	..
Italy, via. Bremen or Hamburg mail	..	..	..
British mail via Marseilles	..	45	5
Martinique, via England	..	45	4
Mauritius, Br. m. via Southampton	..	45	4
do via Marseilles	..	53	8
do French mail	30	60	..
Mexico	..	10	2
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)	..	46	8
do Bremen or Hamburg mail	..	39	5
do French mail	33	66	..
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.	..	5	2
New Granada, (except Aspinwall and Panama)	..	18	2
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama do Gulf Coast of	..	10	2
Panama	..	10	2
Paraguay, Brit. mail, via England	..	45	4
Peru	..	22	6
Porto Rico, Brit. mail via Havana	..	34	6
Portugal, Brit. mail via England	..	33	6
Prussia, Prussian closed mail	..	*30	6
do when prepaid	..	28	..
by Bremen or Hamburg mail	..	*15	3
French mail	*21	*42	..
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)	..	*37	8
by Bremen or Hamburg mail	..	*29	5
French mail	*30	*60	..
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)	..	*36	8
do. Hamburg or Bremen Mail	..	*27	5
do. French mail	33	66	..
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid) 40c.	..	42	11
do. do. French mail	*21	*42	..
Bremen or Hamburg mail	..	*28	5
Savoy, District	*15	*30	4
Roman States, Prussian closed m.	..	44	11
Bremen or Hamburg	..	28	6
French mail	*27	*54	..
Singapore, Br. m. via Southampton	..	45	4
do via Marseilles	..	53	8
French mail	30	60	..
Spain, Br. m. by American packet	..	21	..
do. by British pkt.	..	65	4
do. French mail	21	42	..
do. by Brem. or Ham mail	..	78	..
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica	..	10	2
do. via Havana	..	18	6
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 33c.)	..	*35	6
French mail	*21	*42	6
by Bremen mail	..	*19	3
by Hamburg mail	..	*19	3
Venezuela, British mail via Southampton	..	45	4
West Indies, British, not British (except Cuba)	..	34	6

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made :

RETURNS.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1863.
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1863.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for actual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus, or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$2.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President ; J. B. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President ; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President ; Charles Faurie, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President ; J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President ; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President ; J. F. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blane, President pro. tem. ; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 102 Canal street—Walter G. Robinson, President ; G. Crusat, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President ; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President ; John G. Devereux, Act. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. E. Whittaker, Asst. Treasurer ; James A. Veazie, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 128 Canal street—F. E. Lavillebeuvre, President ; Geo. A. Freret, Cashier.

Burke & Co., No. 54 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President ; Jos. W. Carroll, Vice President, and —— Hull, Cashier.

Merchants' Bank, Camp street—Reynes, President ; Thos. J. Dix, Cashier.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY,

39..........Carondelet Street..........39

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (or eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$412,036 43.

ASSETS

30th April, 1867..........$246,815 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES.

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Bell,
W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Moses Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Huntington,	Sam'l R. Moore,
Hugh McColl,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. M. Bates,
I. Caulfield,	Joseph Block,
John Chaffe,	J. S. Jennings,
A. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jas. B. Sloat,	H. H. Ware,

Sam'l Friedlander.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	..
Buckwheat	..
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	..
" Meal	..
Hair, plastering	..
Lime, unslacked	..
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish sweet	60
Peas	..
Rye	56
Seed Blue Grass	14
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	44
" Timothy	45

Louisiana Mutual Insurance Company.

Fourteenth Annual Statement.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement :

Total Premiums for the year ending 29th February, 1868		$549,505 42
Viz—Fire Premiums	$336,272 57	
Marine Premiums	108,135 70	
River Premiums	105,097 15	
Less Return Premiums	$ 5,889 75	
Less Unearned Premiums	40,145 00	46,034 75
Net Earned Premiums		$502,515 67
Losses Paid :		
Fire Losses	$ 62,897 36	
Marine Losses	184,272 70	
River Losses	94,882 08	
	$342,082 14	
Discount in lieu of Scrip	34,348 05	
Taxes and Internal Revenue	24,741 30	
Expenses, Rent, etc., less Discount Account	32,310 86	
Six per cent. Interest on outstanding Scrip to 1st March, 1868	57,777 00	$491,210 76
Reserved for Unadjusted Losses		$ 11,277 00

The Company have the following Assets, which in the Report of the Finance Committee of the Company, unanimously adopted by the Board of Trustees, are declared, after ample allowances and deductions are made, to be equivalent to a Cash Capital of $630,000, viz :

Invested in Real Estate	$ 45,396 11
Invested in Mortgage on Real Estate	79,912 90
Invested in City and other Bonds	82,230 00
Invested in Bank and other Stocks	126,565 00
Invested in Scrip of Insurance Companies	165,262 00
Loaned on Pledges	16,290 00
Bills Receivable	37,366 00
Premiums in course of Collection	27,362 71
Cash on hand	111,613 [illegible]
	$777,880 [illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

CHAS. BRIGGS, President.
J. P. ROUX, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 22d day of March, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

Six per cent interest on all outstanding Scrip will be paid to the legal holders thereof on the second Monday of May next.

CHAS. BRIGGS, President.
ANT. CARRIERE, Vice President.

TRUSTEES :

Charles Briggs,	A. R. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Lecourt,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
B. Bragier,	Thomas Byrne,
Chas. Lafitte,	John Thornhill,
John S. Maunsell,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh Macdonald,
Alfred Kearny,	Wm. M. Pinckard,
A. Frerichs,	John S. Wallis,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	L. S. Fothier,
Arch'd Montgomery,	John Nixon, Jr.,
Henry J. Vose,	R. Piaggio,
E. Marqueze,	James Gallier,
Chas. Weisbaker,	Rudolph Sieg.
H. F. Givan.	mh28

N. O. Mutual Insurance Company.

EIGHTH ANNUAL STATEMENT

Premiums during the year ending 31st December 1867.		
On Fire Risks	$319,916 16	
On Marine Risks	68,409 44	
On River Risks	22,799 31	
Total Premiums		$411,305 41
Less : Premiums unearned 31st December, 1867	$115,862 00	
Return Premiums	4,115 41	
		$119,977 41
Net earned Premiums		$291,328 00
Losses :—		
On Fire Risks	$ 46,700 02	
On Marine Risks	61,480 18	
On River Risks	18,609 44	
	$126,489 22	
Taxes	11,393 56	
Reinsurance	5,274 31	
Expenses, less interest account	19,180 66	
Interest on Scrip	34,382 00	
		$194,672 84
Profit		$ 97,[illegible] 16

The Company have the following assets :

Bills receivable for Premiums	$ 8,734 21
Notes secured by pledge and mortgage	219,307 00
Due for premiums in course of collection	50,228 01
Gas Light Co., City R. R. Co. Stocks, City Bonds, etc.	183,348 44
Scripts of sundry Mutual Insurance Companies	26,136 00
Cash on hand	65,777 00
	$553,[illegible] 04
Less : Depreciation on the above	42,[illegible] 20
Net	$[illegible]
Less : Unclaimed Interest on Scrip	$ 7,499 70
Interest payable on outstanding Scrip	26,[illegible] 00 — 34,297 70
	$[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 11th day of January, 1868.
PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

The Board of Directors have resolved to declare a scrip dividend of thirty per cent. on the net earned participating premiums for the year ending 31st December 1867, for which certificates will be issued on and after the second day of March, and have further resolved to pay six per cent on the outstanding certificates of scrip, on and after the second Monday of March, 1868.

—DIRECTORS—

George Urquhart,	Chas. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. S. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Office—111 Canal street. jan12 1m eod1y

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick 10c. per ½ oz., any distance.	*10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. *15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &c.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 6 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 11 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce ; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce ; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz : Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, via Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, others than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia ; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria ; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply ; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight ; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce ; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces ; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.* Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg ; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed mail rates, &c.

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England ;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail ;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail," if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France ; otherwise they may be sent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President ; H. P. Janvier, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President ; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President ; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michel Musson, President ; Harman Doane, Vice President ; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Firemen's Insurance Co. of New Orleans—B. L. Millaudon, President ; E. N. Gauuchean, Sec'y.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President ; E. Maier, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Alfred Moulton, President ; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President ; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President ; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—E. Gannucheau, President ; L. W. Baquie, Secretary.

Louisiana Equitable Life Insurance Co., No. 142 Canal street.—Joseph Allison, President ; W P Harper, Sec'y.

Union Insurance Company, 18 St. Charles street—A. Chiapella, President ; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 101 Canal street—John Pemberton, President ; Paul Bourcby Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, corner Camp and Canal street—J. Tuyes, President ; J. W. Hincks, Secretary.

Pelican Mutual Insurance Company, No. 56 Camp street—Chas. Roman, President ; A. Tarleton, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Lloyd R. Coleman, President ; Chas. Enysfeld, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President ; Thos. Anderson, Secretary.

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may, undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit :

1. Will lease the right of way and the franchise now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermilionville, the grading of, which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch railroad from Vermilionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermilionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermilionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz :

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross-ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The guage to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 58 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessee will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions.

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions,

2. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1889,) to be provided for by the lessee.

3. The semi annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

4. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermilionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

6. The grading, culverts, etc., now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect

8. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all cost of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessees.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc, to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O., O. and G. W. R. R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock m., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to

C. P. LEVERICH,
President Bank of New York.
JOSEPH C. BUTLER,
President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.
CHAS. PARSONS,
Cashier State Savings Asso'n, St. Louis, Mo.
GEO. STURGIS,
President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,

je9 eineotf A. B. SEGER, President.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867 :

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866		$321,[illegible] 00
Premiums on Marine Risks	$ 42,002 34	
Premiums on River Risks	107,[illegible] 28	
Premiums on Fire Risks	172,[illegible] 46	
		$321,[illegible] 00
Less Return Premiums	1,[illegible] 00	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,851 00	
		41,[illegible] 00
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,[illegible] 10
Losses paid during same period :		
On Marine Risks	35,208 74	
On River Risks	109,[illegible] 94	
On Fire Risks	30,[illegible] 46	
	166 [illegible] 14	
Re-Insurance	12,947 [illegible]	
Expenses, Taxes, Interest on Scrip, etc., less Discount and Interest	38,[illegible] 00	
		$217,740 78
Remaining		62,[illegible] 32
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,[illegible] 22
Reserved for Unadjusted Losses		5,[illegible] 10

The Company have the following assets :

347 Bonds City of New Orleans of $1,000 each	267,[illegible] 00
36 Bonds State of Louisiana of $1,000 each	25,[illegible] 00
36 Bonds State of Louisiana of $500 each	18,000 00
66 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each	66,[illegible] 00
20 U. S. 5-20 Bonds of — $500 each	[illegible]
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each	5,000 00
800 shares Bank of New Orleans — $30 each, valued at $30 — 24,000 00	
460 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $50 — 23,000 00	
245 shares Canal Bank—$50 each, valued at $50 — 12,250 00	
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $50 — 25,000 00	
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15 — 1,875 00	
100 shares Merchants' Bank—$50 each, valued at $15 — 1,500 00	
	$137,[illegible] 00
Cash on hand	51,[illegible] 50
Real Estate No. 70 Camp street	60,000 00
Loans on Pledges	82,415 00
Bills Receivable	13,745 00
Less Bad and Doubtful	6,544 14 — 6,[illegible] 46
Outstanding accounts in course of Collection	70,[illegible] 62
Less Bad and Doubtful	19,211 65 — 50,[illegible] 97
Scrips of other Insurance Companies	8,[illegible] 00
Total Assets	$[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.
Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.
PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES :

R. K. Converse,	S. P. Ethell,
Robert Hare,	Jos. N. Isnebour,
Jno. Hoy,	J. H. Ledwigson,
Alfred Moulton,	A. M. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers,	W. M. Perkins.

jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO.,
New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 31st December, 1867, viz :		
On Fire Risks	$166,071 55	
On Marine Risks	65,930 94	
On River Risks	86,962 34	
	$317,804 71	
Add unterminated risks, on 1866	69,[illegible] 00	
		$384,589 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,418 00	
Return premiums for 1867	2,596 94	
		63,014 94
Net earned premiums 31st Dec., 1867		$321,575 77
Losses paid during same period, viz :		
On Fire Risks	$32,051 12	
On Marine Risks	38,641 76	
On River Risks	35,022 94	
		105,715 82
Add re-insurance	2,[illegible] 75	
Dis. on Prem	48,[illegible] 87	
		50,274 62
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc. less discount and Interest		71,610 21
Reserved for payment of Interest on Scrips due in 1866		36,213 19
		$264,513 84
Net profits		$ 37,161 83

The Company have the following Assets, viz :

Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 80c	$167,200 00
One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c	86,800 00
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c	71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c	17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 80c	3,[illegible] 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 80c	3,600 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c	4,[illegible] 00
Bank and Gas Stocks, etc	163,455 00
Loans on Pledge	25,000 00
Loans on Mortgage	52,000 00
Bills Receivable	11,306 30
Premiums due in course of collection	47,153 63
Scrips of other insurance companies	12,480 00
Uncurrent funds	4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected	13,900 00
Cash on hand	84,974 41
	$767,768 51

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.
Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868.
PARISH CHILDRESS,
Second Justice of the Peace,
Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty five per cent on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President.
JOHN G GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS :

Jno. G. Gaines,	R. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Ricks,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
R. Sieoon,	J. S. Bros,
J. C. Borell,	Thos. Sloo,
Thos. A. James.	jan25 1m

Carpet Warehouse,

No. 19..........Chartres Street..........No. 19

A. BROUSSEAU & CO., IMPORTERS,

OFFER at low prices—
CARPETING English and American of all kinds, Floor, Furniture and Enamel Oil Cloths
MATTING—Superfine China, 100 pieces Cocoa.
WINDOW SHADES, Table and Piano Covers.
CRUMB CLOTHS—Drugget, Linen and Felt.
CURTAINS—Lace, Reps, Worsted, Damask, etc.
FURNITURE COVERING—Linen and Cotton Stripes, etc.
CORNICES, Bands, Pins, etc

Choice Lumber for Counters, &c.

15,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a supply of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by ALF'D. McCONNELL,
[illegible]

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORE and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

Orders left at 36 Tivoli Circle, or at E. DURAND'S corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

Dr. C. Blancke,

416 & 418.... St. Charles St.....416 & 418

GREAT REVOLUTION IN DENTISTRY.

ALUMINIUM ! ALUMINIUM

THE LATEST DISCOVERY OF THE AGE !

GREAT SUCCESS !

DR. C. BLANCKE begs leave to inform his friends and the public generally that he will furnish Artificial Teeth, set in this newly discovered metal, executed in the most skillful and elaborate manner. The Aluminium Sets are far superior to those of Gold or Silver for comfort and durability, being much lighter, cheaper, and not susceptible of being impaired by acids.

J. A. CASADAVANT, SURGEON DENTIST,

NO. 196 CANAL STREET,
BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

JUDICIAL SALES.

H. C. Millaudon vs. L. M. Duquesnay.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 26 321—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, the 29th day of August, 1868, at 12 o'clock m., the following described property to wit :

1st. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, situate in the Third District of this city, in the square bounded by St. Anthony, St. John the Baptist, Bagatelle and Claiborne streets, designated by the Nos twenty-six and twenty-seven, in square No. 35, as per plan made by L. H. Pilie, late surveyor, and deposited in the year 1841 in the office of F. Percy, late a notary public in this city, said lots measuring, each, American measure, twenty-six feet eight inches front on St. Anthony street by one hundred and ten feet in depth between parallel lines.

2d. ANOTHER LOT OF GROUND, situate in the same square adjoining the above, and measuring thirty-two feet three or four inches front on St. Anthony street by one hundred and ten feet deep and front on Claiborne street American measure which said lot of ground is composed of the whole of lot No. 25 and of a portion of lot No. 24, on said plan by L. H. Pilie, late surveyor, on the 24th September, 1841 deposited in the office of F. Percy, late a notary public in this city, together with all the buildings and improvements on said lots of ground, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto or in any wise appertaining ; and said above property was acquired by defendant by purchase from Mrs. Ernest Cornu per act passed before A. F. Bienvenu, notary public in this city on the 8th May, 1866.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

jy 5 aug 5 13 21 29

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 1st day of July 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit—No. 22018—Mrs. E. H. Sandford vs. D. W. C. Sandford—In this case submitted to the Court for determination, the Court considering the admission of indebtedness, the confession of judgment and waiver of all legal delays and of appeal, it is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff Mrs. Elizabeth H. Slayback, wife of DeWitt Clinton Sandford, and against the defendant the said DeWitt Clinton Sandford, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved, and that plaintiff have the sole management and administration of her separate property. It is further ordered and adjudged that plaintiff be and she is hereby decreed the owner of the property described in exhibit No. 1 filed herein; and further that she do have and recover from the defendant the sum of nine thousand eight hundred and ninety-four 75/100 dollars, being the amount of her paraphernal property received by said defendant, with legal interest thereon from judicial demand until paid, and costs of suit, with the mortgage and privilege granted by law to married women on all the property of said defendant for the reimbursement of her said paraphernal property.

Judgment rendered and signed July 1st, 1868.

[Signed] G. DUPLANTIER, Judge.

Plaintiff remits the decretal part of the judgment decreeing her to be the owner of the property described in exhibit "1."

(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE, For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER, Clerk.

jy 3 3t 1stm

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify that on the 27th day of June, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit : No. 20,[illegible]—Caroline Seeleman vs. Lazarus Simon, her husband—On motion of Cotton & Levy, attorneys for plaintiff in this case, upon submitting to the court due proof in support of her demand, and by reason of the law and evidence being in favor of plaintiff—it is adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 4th instant be now confirmed, that there be judgment herein in favor of plaintiff, Caroline Seeleman, and against defendant, Lazarus Simon, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them, that said plaintiff do have and recover against said defendant for the sum of twenty-one hundred dollars, with legal interest from judicial demand and costs of suit.

Judgment signed July 2d, 1868.

[Signed] CHS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 13th day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the 93d year of the Independence of the United States.

F. A. WOOLFLEY, Clerk.

jy 15 st to 3rd

Succession of Bernard Karcher.

SECOND DISTRICT COURT FOR THE PARISH OF ORLEANS—No. 32,313—Whereas, Margaret Bougert, widow of Bernard Karcher, has petitioned the Court for Letters of Administration on the estate of the late Bernard Karcher, deceased intestate. Notice is hereby given to all whom it may concern to show cause within ten days, why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

M. O. TRACY, Clerk.

jy 28 at 15

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana—In the matter of Ewell and Coppell, in bankruptcy—No. 305.—A warrant in bankruptcy has been issued by said court against the estate of Ewell and Coppell, of the parish of Avoyelles, and State of Louisiana, in said district, adjudged bankrupts upon the petition of their creditors, and the payment of any debts and the delivery of any property belonging to said bankrupts to them or to their use, and the transfer of any property by them are forbidden by law. A meeting of the creditors of said bankrupts, to prove their debts and choose one or more assignees of their estate, will be held at a Court of Bankruptcy, to be holden at New Orleans, in said district, on the 1st day of August, A. D. 1868, at 10 o'clock a. m., at the office of J. R. G. Pitkin, one of the registers in bankruptcy of said Court.

[No. 305]

F. J. HERRON, U. S. Marshal Dist. Louisiana.

je 25 at1

CITATION.

To the Heirs of the late Alexandre Lesseps

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. —The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. the heirs of the late Alexandre Lesseps—You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of [illegible] which the undersigned has expended for the [illegible] Recorder's, Clerk's, Sheriff's fees [illegible], in the suit of [illegible] lands in the parish of Plaquemines, [illegible] to the left bank of the river Mississippi, [illegible] said river, and bounded above by [illegible] and below by the lands of [illegible] other lands of the late Alexandre Lesseps, [illegible] Morna, the following works and repairs to wit :

1. To build your levee about twenty-six arpents in length and twenty feet base, six feet crown and five feet high.

2. To cut and repair the road the entire length of the plantation.

3. To cut out the ditches and make the bridges on the said road, the whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit, by publication in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans in conformity with law, to put you in default.

Whereas you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

Witness the Hon. Charles O. Dugue, Judge of said court.

Clerk's office, Parish of Plaquemines April 6th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy 11 18 25 aul

CITATION.

To Mrs Virginia Minor, (wife of H. H. Minor,)

THE STATE OF LOUISIANA — PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. — The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. Mrs. Virginia Minor and her husband, Henry H. Minor—You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and two hundred dollars [illegible] Recorder's, Clerk's, Sheriff's fees [illegible] lands in the Parish of Plaquemines, [illegible] Mississippi river, [illegible], being bounded above by the lands [illegible] and below by [illegible] works and repairs [illegible] :

1. To build and raise the levee of said plantation, the whole length of said land, [illegible] feet base, [illegible] feet high.

2. To repair and strengthen the Batture-Levees on said plantation.

3. To repair the roads on the entire length of said plantation.

4. To cut out the ditches on the whole of said length, and to repair the bridges on the same. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit, by publication in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans in conformity with law, to put you in default.

Wherefore you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

Witness the Honorable Charles O. Dugue, Judge of said Court.

Clerk's office, parish of Plaquemines, March 16th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy 11 18 25 aug1

CONSTABLE'S SALES.

Johanna Markey vs. Bernard Scanlon—No. 5191

BY virtue of and in obedience to a writ of fieri facias to me directed, I, Chas. Carroll, Acting Constable, by the Honorable the Third Justice of the Peace in and for the city of New Orleans, and to me transferred, I will proceed to sell at public auction at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, at 12 o'clock m., on TUESDAY, the eleventh August, 1868, the following described property, viz :

A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the First District of the city of New Orleans, in the square No. [illegible], bounded by Perdido, Bertrand and Prieur streets, and designated by No. [illegible] in the above square, as per plan drawn by L. Bringier, Surveyor General, dated April 28th, 1841, and deposited in the office of David L. McCay, late a notary in this city, which lot measures in English measure 30 feet front on Perdido street, by a depth of 120 feet, and forming the corner of Perdido and Prieur streets, between parallel lines. Seized to satisfy the sum of forty-nine dollars with interest and costs, as per judgment rendered.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes. U. S. Internal Revenue stamps at purchaser's expense.

jy 16 3t 1m J. A. MOLAISON, Constable.

A. C. Gaspard vs. Mr. and Mrs. Elisabeth.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH of Orleans—No. [illegible]—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Hon John P. Montamat, Third Justice of the Peace, I will proceed to advertise and sell at public auction on SATURDAY, August 1st, 1868, at 12 o'clock m., at No. 85 Bienville street, between Royal and Bourbon streets, the following property viz :

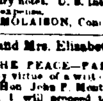
One lot of FURNITURE and HOUSEHOLD UTENSILS, as per inventory in my office.

Terms : Cash, in U. S. Treasury notes.

jy 23 at 1st J. A. MOLAISON, Constable.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.



Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, in fore and aft deck, or aft deck, $220 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $185 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $[illegible] in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve, pay full fare.

To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one bed.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent, provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

A passage by this line is payable in gold.

From and after the 13th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR PERRILLAT, Agent,
No 127 Common street

JACOB OTT Entrepreneur.

REPARE les MAGASINS et les MAISON de résidence.

Fait et répare les citernes.

Les ordres, laissés au No 36, Cercle Tivoli, ou chez E. DURAND, coin Toulouse et Chartres, seront exécutés promptement.

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, EXEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

E. GAUDUC,
Druggist, from the Paris University,
Coin des rues Dauphine et Bourbon.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

Squares	1 month. net.	2 mos. net.	3 mos. net.	6 mos. net.	12 mos. net.
One	$12	$22	$30	$40	$70
Two	22	33	50	90	120
Three	30	55	70	110	170
Four	36	60	90	140	200
Five	40	70	100	170	230
Six	45	80	115	190	250
Seven	50	90	125	210	270
Eight	55	105	135	230	300
Nine	60	115	145	240	320
Ten	70	125	165	250	340
Eleven	75	130	180	260	370
Twelve	80	145	190	270	400
Thirteen	85	155	210	280	420
Fourteen	90	165	220	290	440
Fifteen	100	175	230	300	460
Thirty	170	330	440	700	1200

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING.

Squares	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	$5 net.	$9 net.	$12 net.	$20 net.	$30 net.
Two	9 ..	16 ..	20 ..	32 ..	50 ..
Three	12 ..	22 ..	27 ..	44 ..	70 ..
Four	15 ..	27 ..	35 ..	56 ..	90 ..
Five	19 ..	32 ..	42 ..	68 ..	110 ..
Ten	30 ..	56 ..	75 ..	130 ..	200 ..
Fifteen	40 ..	75 ..	100 ..	180 ..	300 ..
Thirty	70 ..	130 ..	200 ..	300 ..	480 ..

PLATFORM OF THE Democracy of the United States,

ADOPTED BY

A Unanimous Vote of Delegates in National Convention Assembled.

The Democratic party, in National Convention assembled, reposing its trust in the intelligence, patriotism and discriminating justice of the people, standing upon the Constitution as the foundation and limitation of the powers of the Government, and the guarantee of the liberties of the citizen, and recognizing the questions of slavery and secession as having been settled for all time to come by the war or the voluntary action of the Southern States in Constitutional Conventions assembled, and never to be renewed or reagitated, do, with the return of peace,

DEMAND.

FIRST—Immediate restoration of all the States to their rights in the Union under the Constitution and of civil government to the American people.

SECOND—Amnesty for all past political offenses, and the regulation of the elective franchise in the States by their citizens.

THIRD—Payment of the public debt of the United States as rapidly as practicable—all money drawn from the people by taxation, except so much as is requisite for the necessities of the Government economically administered, being honestly applied to such payment; and where the obligations of the Government do not expressly state upon their face, or the law under which they were issued does not provide that they shall be paid in coin, they ought in right and in justice to be paid in the lawful money of the United States. [Thunders of applause.]

FOURTH—Equal taxation of every species of property according to its real value, including Government bonds and other public securities. [Renewed cheering, and cries of read it again.]

FIFTH—One currency for the Government and the people, the laborer and the office-holder, the pensioner and the soldier, the producer and the bondholder. [Great cheering, and cries of "Read it again."]

The fifth resolution was again read and again cheered.

SIXTH—Economy in the administration of the Government, the reduction of the standing army and navy, the abolition of the Freedmen's Bureau, [great cheers] and all political instrumentalities designed to secure negro supremacy; simplification of the system and discontinuance of inquisitorial modes of assessing and collecting internal revenue, so that the burden of taxation may be equalized and lessened; the credit of the Government and the currency made good; the repeal of all enactments for enrolling the State militia into National forces in time of peace, and a tariff for revenue upon foreign imports, and such equal taxation under the Internal Revenue laws as will afford incidental protection to domestic manufactures, and as will, without impairing the revenue, impose the least burden upon and best promote and encourage the great industrial interests of the country.

SEVENTH—Reform of abuses in the administration, the expulsion of corrupt men from office, the abrogation of useless offices, the restoration of rightful authority to and the independence of the Executive and Judicial Departments of the Government. The subordination of the military to the civil power, to the end that the usurpations of Congress and the despotism of the sword may cease.

EIGHTH—Equal rights and protection for naturalized and native born citizens at home and abroad, the assertion of American nationality, which shall command the respect of foreign powers and furnish an example and encouragement to people struggling for national integrity, constitutional liberty and individual rights, and the maintenance of the rights of naturalized citizens against the absolute doctrine of immutable allegiance and the claims of foreign powers to punish them for alleged crime committed beyond their jurisdiction. [Applause.]

The Bill of Indictment Against the Radical Party.

In demanding these measures and reforms we arraign the Radical party for its disregard of right and the unparalleled oppression and tyranny which have marked its career.

After the most solemn and unanimous pledge of both Houses of Congress to prosecute the war exclusively for the maintenance of the Government and the preservation of the Union and the Constitution it has repeatedly violated that most sacred pledge, under which was rallied that noble volunteer army which carried our flag to victory. Instead of restoring the Union, it has, so far as in its power, dissolved it, and subjected ten States, in time of profound peace, to military despotism and negro supremacy.

It has nullified there the right of trial by jury.

It has abolished the writ of *habeas corpus*, that most sacred writ of liberty.

It has overthrown the freedom of speech and the press.

It has substituted arbitrary seizures and arrests, and military trials, and secret star chamber inquisitions for the Constitutional tribunals.

It has disregarded in time of peace the right of the people to be free from searches and seizures.

It has entered the post and telegraph offices, and even the private rooms of individuals, and seized their private papers and letters without any specific charge or notice of affidavit, as required by the organic law.

It has converted the American Capitol into a Bastile.

It has established a system of spies and official espionage to which no constitutional monarchy of Europe would now dare to resort.

It has abolished the right of appeal, on important Constitutional questions, to the supreme judicial tribunals and threatens to curtail or destroy its original jurisdiction, which is irrevocably vested by the Constitution, while the learned Chief justice has been subjected to great and atrocious calumnies because he would not prostitute his high office to the support of the false and partisan charges preferred against the President.

Its corruption and extravagance have exceeded any thing known in history, and by its frauds and monopolies it has nearly doubled the burden of the debt created during the war.

It has stripped the President of his constitutional power of appointment, even of his own Cabinet.

Under its repeated assaults the pillars of the Government are rocking on their base, and should it succeed in November next, and inaugurate its President, we will meet as a subjected and conquered people, amid the ruins of liberty, and the scattered fragments of the Constitution.

Further Declarations.

AND WE DO DECLARE AND RESOLVE, that ever since the people of the United States threw off all subjection to the British Crown, the privilege and trust of suffrage have belonged to the several States, and have been granted, regulated and controlled exclusively by the political power of each State, respectively, and any attempt by Congress, on any pretext whatever, to deprive any State of this right, or interfere with this exercise, is a flagrant usurpation of power, which can find no warrant in the Constitution, and if sanctioned by the people will subvert our form of Government, and can only end in a single, central and, consolidated Government, in which the separate existence of the States will be entirely absorbed, and an unqualified despotism be established in place of a federal Union of co-equal States.

That we regard the reconstruction acts (so called) of Congress, as usurpations, unconstitutional, revolutionary and void.

That our soldiers and sailors who carried the flag of our country to victory against a most gallant and determined foe, must ever be gratefully remembered, and all the guarantees given in their favor must be faithfully carried into execution.

That the public lands should be distributed as widely as possible among the people, and should be disposed of either under the pre-emption of homestead lands, or sold in reasonable quantities, and to none but actual occupants, at the minimum price, established by the Government; and that, when grants of the public lands may be allowed, necessary for the encouragement of important public improvements, the proceeds of the sale of such lands, and not the lands themselves, should be so applied.

That the President of the United States Andrew Johnson, in exercising the power of his high office in resisting the aggressions of Congress on the constitutional rights of the States and the people, is entitled to the gratitude of the whole American people, and on behalf of the Democratic party we tender him our thanks for his patriotic efforts in that regard. [Great applause.]

The Appeal to the People.

Upon this platform the Democratic party appeal to every patriot, including all the conservative element, and all who desire to support the Constitution and restore the Union, forgetting all past differences of opinion, to unite with us in the present great struggle for the liberties of the people; and that to all such, to whatever party they may have heretofore belonged, we extend the right hand of fellowship, and hail all such co-operating with us as friends and brethren.

Commercial Insurance Company.

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement :

Amount of Premiums for the year ending March 3d, 1868 :		
Fire Premiums	$ 57,[illegible] 44	
River Premiums	73,[illegible] 36	
Marine Premiums	29,[illegible] 00	$161,[illegible] 79
Losses Paid :		
Fire Losses	$ 13,[illegible] 36	
River Losses	64,[illegible] 36	
Marine Losses	24,[illegible] 70	
	$102,277 42	
Rebate	20,[illegible] 37	
Taxes	4,739 01	
Re-Insurance	3,[illegible] 25	
Return Premiums	[illegible] 00	
Expenses, Profit and Loss, etc., less interests	20,[illegible] 00 — $137,[illegible]	
		$ 23,[illegible]
Assets :		
Cash on Hand	$22,[illegible] 11	
Bills Receivable	4,[illegible]	
Furniture	3,[illegible]	
Premiums Due	34,[illegible]	
Stock Notes	104,[illegible] 00 — $[illegible] 44	

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. B. BUCKNER, President.
GEO O SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 21st day of April, 1868.

PARIS CHILDRESS,
Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

ap21 1m